



22 septembre 2021
Communiqué de presse

Le sauvetage des pays riches au détriment des plus pauvres est un choix politique

Libération pose la question ce matin : *Les laboratoires pharmaceutiques ont-ils privé les pays pauvres d'un accès rapide au vaccin ?* C'est ce que montre Amnesty International dans son rapport, qui dénonce des choix commerciaux qui favorisent largement les pays riches afin de s'assurer de gains faramineux : plus de **130 milliards de recettes** pour les trois grands groupes Pfizer / BioNTech et Moderna, qui ne se sont pas gênés pour facturer leurs vaccins au prix fort en pleine crise.

La mascarade sur cette vaccination totalement inégale a été permise par le manque évident de volonté politique, notamment sur le plan européen. **Les big pharma** ont eu carte blanche pour imposer leurs prix, leurs règles, leurs intérêts. Avec un résultat médiocre : moins de 10% des populations des pays à faibles revenus ou intermédiaire inférieur sont entièrement vaccinées.

Pour notre délégation, **l'accaparement des vaccins par les pays riches est de la responsabilité directe de la Commission européenne**. Notre groupe lutte depuis des mois pour la levée des brevets sur les vaccins qui est l'unique manière d'accélérer leur production. Le Parlement s'est prononcé deux fois en faveur de cette demande en votant nos amendements mais la Commission continue de tout bloquer à l'OMC pour protéger les profits des big pharma.

Nous exigeons de la Commission qu'elle fasse lever les brevets sur les vaccins, et qu'elle durcisse le ton envers les big pharma qui font la loi dans cette crise. C'est d'une **coopération internationale** motivée par la solidarité dont nous avons besoin pour sortir de cette pandémie, pas d'une Europe égoïste qui n'agit qu'en fonction des intérêts économiques d'une poignée d'actionnaires.

Délégation France insoumise au Parlement européen